



IT Link SA

COMPTES SOCIAUX

EXERCICE CLOS
AU
31 DECEMBRE 2019

**Société Anonyme au Capital de 882.173 €
Siège social : 57 Avenue de Fontainebleau
94270 LE KREMLIN-BICÊTRE**

RCS CRETEIL : B 412 460 354

COMPTES SOCIAUX IT LINK SA AU 31 DECEMBRE 2019	3
BILAN	3
COMPTE DE RESULTAT	4
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS	5
NOTE 1 DESCRIPTION DES FAITS MARQUANTS	5
1.1. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE	5
1.2. ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE	5
1.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE D'ARRETE DES COMPTES	5
NOTE 2 REGLES ET METHODES COMPTABLES	7
2.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7
2.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7
2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7
2.4. EVALUATION DES CREANCES ET DETTES	7
2.5. INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE	8
2.6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	8
2.7. CHIFFRE D'AFFAIRES	8
2.8. IMPOT SUR LES SOCIETES	8
2.9. REMUNERATIONS ALLOUEES AUX DIRIGEANTS ET JETONS DE PRESENCE	8
2.10. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL :	8
NOTE 3 COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AUX ETATS FINANCIERS	9
3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9
3.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10
3.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11
3.4. ECHEANCE DES CREANCES	11
3.5. SITUATION FISCALE DIFFEREE	12
3.6. TRESORERIE	12
3.7. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	13
3.8. AVANCES CONDITIONNEES ET DETTES FINANCIERES	13
3.9. ENGAGEMENTS HORS BILAN	13
3.10. ETAT DES PROVISIONS	14
3.11. ECHEANCE DES DETTES NON FINANCIERES	14
3.12. CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR	15
3.13. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES	15
3.14. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION, REPRIS DE PROVISION ET TRANSFERTS DE CHARGES	15
3.15. CHARGES DE PERSONNEL	15
3.16. RESULTAT FINANCIER	15
3.17. RESULTAT EXCEPTIONNEL	16
3.18. IMPOT SUR LES BENEFICES	16
3.19. DROITS A LA FORMATION	16

COMPTES SOCIAUX IT LINK SA AU 31 DECEMBRE 2019

Bilan

Actif (en milliers d'euros)	Notes	2019	2018
Immobilisations incorporelles	3.1.	2	2
Immobilisations corporelles	3.2.	12	4
Immobilisations financières	3.3.	3 332	3 491
Actif immobilisé		3 346	3 497
Clients et comptes rattachés	3.4.	41	2 418
Autres créances	3.4.	8 012	9 960
Disponibilités	3.6.	418	62
Actif circulant		8 471	12 440
Comptes de régularisation	3.4.	215	260
TOTAL ACTIF		12 032	16 197

Capitaux propres et passifs (en milliers d'euros)	Notes	2019	2018
Capital social		882	882
Prime d'émission		1 481	1 481
Réserve légale		88	88
Report à nouveau		1 962	770
Résultat de l'exercice		1 005	1 192
Capitaux propres	3.7.	5 418	4 413
Provisions pour Risques et Charges	3.10.	375	493
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédits	3.8.	831	1 417
Emprunts et dettes financières		4 530	8 378
Fournisseurs et comptes rattachés	3.11.	772	1 033
Dettes fiscales et sociales	3.11.	106	463
Autres dettes	3.11.		
Dettes		6 239	11 291
Comptes de régularisation			
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		12 032	16 197

Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	2019	2018
Chiffre d'Affaires	3.13.	1 368	1 120
Reprises et transferts de charges	3.14.	132	196
Autres produits		20	16
Produits d'exploitation		1 520	1 332
Achats et autres services externes		(1 162)	(1 373)
Charges de personnel	3.15.	(374)	(478)
Impôts et taxes		(80)	(20)
Dotations aux amortissements et provisions		(25)	(388)
Autres charges		(7)	(12)
Charges d'exploitation		(1 648)	(2 271)
Résultat d'exploitation		(128)	(939)
Produits financiers		430	2 087
Charges financières		(20)	(201)
Résultat financier	3.16.	410	1 886
Produits exceptionnels		67	32
Charges exceptionnelles		(99)	(56)
Résultat exceptionnel	3.17.	(32)	(24)
Impôt sur les bénéfices	3.18.	755	269
Participation des salariés			
Résultat net		1 005	1 192

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

NOTE 1 DESCRIPTION DES FAITS MARQUANTS

1.1. Faits majeurs de l'exercice

Décès du co-fondateur Robert Zribi

Le 13 mai 2019, le Groupe a annoncé la disparition de son co-fondateur.

Robert Zribi était l'un des membres fondateurs du groupe IT Link en 1986. Durant toutes ces années, il a occupé des fonctions de direction générale et était reconnu pour son expertise dans les domaines juridique et financier.

Empêché depuis le mois d'avril 2018 pour raisons de santé, l'amélioration de son état lui avait permis peu avant son décès de prendre à nouveau part au conseil d'administration de la filiale IT Link France, pour laquelle il venait d'être nommé président.

En conséquence, l'assemblée générale annuelle a été reportée en date du 17 décembre 2019 et deux nouveaux administrateurs représentant les intérêts de la famille ont été nommés, Monsieur Michel Zribi et Madame Claire Zribi.

Plan d'attribution gratuite d'actions

Conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée générale du 4 septembre 2018, le Conseil d'administration a décidé, le 20 septembre 2019, l'attribution gratuite d'actions aux salariés et mandataires sociaux du Groupe (de IT Link S.A et des sociétés liées ou contrôlées par IT LINK S.A).

Au 31 décembre 2019, 79.415 actions gratuites représentant 4,6% du capital social ont été attribuées à près de 190 salariés et 1 mandataire social.

L'attribution définitive est soumise à des conditions de présence dans les effectifs et de performances financières du Groupe. La période d'acquisition définie par le Plan est de trente-cinq (35) mois, suivie d'une période de conservation de trois (3) mois.

1.2. Activité au cours de l'exercice

IT Link assure une activité de holding animatrice pour l'ensemble des filiales du groupe. A ce titre elle réalise la gestion du portefeuille de participations, la conduite de la politique stratégique et le contrôle des filiales, ainsi que la fourniture de services administratifs.

En 2019, IT Link a réalisé pour 1,37 M€ de chiffre d'affaires relatif à cette activité.

Les coûts liés à la gestion de la cotation du groupe restent à la charge de la holding.

1.3. Evénements postérieurs à la date d'arrêté des comptes

Impact de la crise sanitaire Covid19

L'exercice 2020 avait débuté sur un rythme en ligne avec notre prévision d'une croissance supérieure à 10% du chiffre d'affaires. Depuis la mi-mars, la crise du COVID-19 génère une suspension partielle de l'activité. Ce qui devrait impacter plus largement le second trimestre 2020.

Le Groupe IT Link a très rapidement mis en place un plan de continuité afin d'assurer la sécurité de tous ses collaborateurs et, pour la majorité d'entre eux, le maintien de la production en télétravail ou sur les sites clients respectant les mesures d'hygiène et de distanciation sociale requises. Toutefois, certains projets non éligibles au travail à distance ont été suspendus le temps du confinement, voire arrêtés.

Dès le 16 mars, IT Link a conclu un accord avec les représentants du personnel, permettant d'avoir recours à la pose de congés pour ses collaborateurs dont les projets ont été suspendus ou arrêtés, et de programmer l'usage des aides mises en place par le Gouvernement. Dans ce cadre, un dispositif de recours au chômage partiel a d'ores et déjà été activé.

Au mois d'avril 2020, le pourcentage de consultants en production est estimé à 54% en moyenne contre 87% sur le mois d'avril 2019. Sur les 33 points de différence, 25 points correspondent à des projets suspendus et 8 points à des projets arrêtés par nos clients, principalement dans les secteurs de l'Industrie. Comparativement aux premières semaines du confinement, l'activité a atteint son point le plus bas. La situation est désormais à l'organisation d'une reprise progressive et sécurisée de la production sur site client.

Compte tenu de la situation, le Groupe IT Link suspend son objectif de progression de plus de 10% de son chiffre d'affaires sur le premier semestre.

A ce stade, le groupe ne peut pas donner de nouvelles perspectives mais se base sur l'hypothèse d'un confinement qui durerait jusqu'à la fin du mois de mai, suivi d'une période de reprise progressive d'activité pouvant s'étaler jusqu'à la fin de l'été.

Au-delà, la perspective d'un retour d'un niveau d'activité comparable à celui d'avant la crise reste incertaine et sujette à

l'évolution du contexte économique. Néanmoins, la diversité des secteurs d'activité de ses clients, l'existence de contrats pluriannuel et la production en centre de services offrent au Groupe une bonne capacité de résilience.

Au niveau financier, la trésorerie brute du Groupe s'élève au 28 avril 2020 à 4,6 M€ à laquelle peuvent s'ajouter le cas échéant plus de 7,9 M€ provenant de la réserve mobilisable de créances affacturées et des lignes de découverts bancaires autorisés pour 1,3 M€. Sur la base des prévisions actualisées ci-dessus et en intégrant un ralentissement significatif de nos encaissements clients jusque fin septembre, notre situation de trésorerie devrait rester positive sans recours à un endettement bancaire ou aide de l'état complémentaire(s).

En conséquence, le principe de continuité est confirmé pour l'arrêté des comptes de l'exercice 2019.

NOTE 2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis conformément au Plan Comptable Général adopté par le règlement ANC 2016-07 homologué par arrêté du 26 décembre 2016 et aux principes généralement admis.

Ces annexes font partie intégrante des comptes annuels clos au 31 Décembre 2019, faisant ressortir un total bilan de 12.032 k€ et un bénéfice de 1.005 k€.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ◆ Continuité de l'exploitation,
 - ◆ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - ◆ Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales de présentation et d'établissement des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1. Immobilisations Incorporelles

A leur date d'entrée dans le patrimoine, les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, à l'exception des intérêts d'emprunt).

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilisation prévue.

2.2. Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires).

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire appliqué à la durée d'utilisation estimée. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

Agencements, aménagements divers
8 à 10 ans

Matériel de transport
5 ans

Matériel de bureau et informatique
3 à 5 ans

Mobilier
8 à 10 ans

2.3. Immobilisations Financières

Les titres figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

Au 31 décembre 2019, IT Link détient les titres mentionnés dans cette annexe.

Les autres immobilisations financières figurent également au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur actuelle si celle-ci est inférieure.

Pour les sociétés acquises, le prix d'acquisition des titres est en fonction de la valeur des parts de marché et/ou des technologies achetées, appréciées en fonction des chiffres d'affaires et des cash-flows prévisionnels. La valeur actuelle est examinée en fonction de l'évolution de ces paramètres depuis l'acquisition ainsi que de la situation nette.

Pour les sociétés créées, la valeur des titres est fonction de la prise de participation dans le capital. La valeur actuelle de ces sociétés est fonction de la situation nette, et si besoin est, déprécié à hauteur de celle-ci si elle est négative.

2.4. Evaluation des créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu, en fonction du risque encouru.

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions. Les soldes de ces transactions sont convertis au cours des devises au 31.12.2019 et les écarts de conversion nécessaires sont constatés. Les pertes éventuelles résultant de la conversion des soldes au cours du 31.12.2019 sont portées au compte de résultat via une provision pour risque de change.

2.5. Indemnités de départ à la retraite

Au 31.12.2019, la provision pour indemnités de départ à la retraite a été comptabilisée en application de la méthode préférentielle des unités de crédit projetées.

2.6. Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et des charges que des événements survenus au cours de l'exercice rendent probables. Leur réalisation, leur échéance et leur montant sont incertains mais néanmoins estimables.

Au 31 décembre 2019, elles sont de 375 K€ et correspondent principalement à la provision concernant le contentieux relatif aux indemnités de départ de l'ancien Président.

2.7. Chiffre d'affaires

La reconnaissance du chiffre d'affaires s'effectue comme suit :

- Prestations réalisées dans le cadre des contrats de prestations de services signés avec les filiales.
- Refacturations de frais engagés pour le compte des filiales.

2.8. Impôt sur les sociétés

La société faisant partie d'un groupe d'intégration fiscale, l'impôt est calculé et comptabilisé comme si la société était indépendante d'un point de vue fiscal. L'impôt exigible éventuellement comptabilisé correspond à l'impôt que la société aurait dû payer si elle avait été imposée séparément.

2.9. Rémunérations allouées aux dirigeants et jetons de présence

Le montant des sommes allouées à la rémunération des dirigeants au cours de l'année 2019 s'est élevé à 34 K€.

Les jetons de présence alloués aux administrateurs de la Société au cours de l'exercice 2019 s'élèvent à 14.000 €.

2.10. Composition du capital social :

Le capital social est composé de 1.736.000 actions pour un montant global de 882.173 €.

La répartition du capital est la suivante au 31/12/2019 :

Actionnaires	2019		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Dirigeants- actionnaires	642 276	37,0%	51,6%
<i>Indivision Zribi</i>	472 000	27,2%	37,2%
<i>Serge Benchimol</i>	143 334	8,3%	12,3%
<i>Eric Guillard</i>	7 442	0,4%	0,3%
<i>Nicolas Roux</i>	19 500	1,1%	1,7%
Auto détention	100 678	5,8%	
Public	993 046	57,2%	48,4%
Total	1 736 000	100,0%	100,0%

NOTE 3 COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AUX ETATS FINANCIERS

3.1. Immobilisations incorporelles

Variation de la valeur brute

<i>(en milliers d'euros)</i>	Frais de publicité	Licences, logiciels et autres droits	Total
Valeur brute au 1er janvier 2018	5	75	80
Acquisitions et développements internes			
Cessions et mises au rebut	(4)	(73)	(77)
Autres mouvements			
Valeur brute au 31 décembre 2018	2	2	4
Acquisitions et développements internes			
Cessions et mises au rebut			
Autres mouvements			
Valeur brute au 31 décembre 2019	2	2	4

Variation des amortissements et dépréciations

<i>(en milliers d'euros)</i>	Frais de publicité	Licences, logiciels et autres droits	Total
Amortissements et dépréciations au 1er janvier 2018	5	73	79
Amortissements de l'exercice			
Cessions et mises au rebut	(4)	(73)	(77)
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2018	2		2
Amortissements de l'exercice			
Cessions et mises au rebut			
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2019	2		2

3.2. Immobilisations corporelles

Variation de la valeur brute

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains constructions et agencements	Matériels et autres immobilisations	Total
Valeur brute au 1er janvier 2018	16	44	60
Acquisitions et développements internes			
Cessions et mises au rebut	(16)	(36)	(52)
Autres mouvements			
Valeur brute au 31 décembre 2018		8	8
Acquisitions et développements internes		9	
Cessions et mises au rebut			
Autres mouvements			
Valeur brute au 31 décembre 2019		17	17

Variation des amortissements et dépréciations

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains constructions et agencements	Matériels et autres immobilisations	Total
Amortissements et dépréciations au 1er janvier 2018	16	35	51
Amortissements de l'exercice			
Cessions et mises au rebut	(16)	(32)	(48)
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2018		3	3
Amortissements de l'exercice		1	1
Cessions et mises au rebut			
Pertes de valeur, nettes de reprises			
Autres mouvements			
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2019		4	4

3.3. Immobilisations financières

Variation

<i>(en milliers d'euros)</i>	Participation	Dépôts et cautionnements	Prêts et autres immobilisations	Total
Valeur brute au 1er janvier 2018	2 673	184	647	3 504
Acquisitions et développements internes		7	94	101
Cessions et mises au rebut		(10)	(79)	(89)
Autres mouvements				
Valeur brute au 31 décembre 2018	2 673	181	662	3 516
Acquisitions et développements internes				
Cessions et mises au rebut		(19)		(19)
Autres mouvements	(12)		(128)	(140)
Valeur brute au 31 décembre 2019	2 661	162	534	3 357
Provision pour dépréciation	(25)		néant	(25)

Détail des participations

<i>(en milliers d'euros)</i>	% de capital détenu	Capitaux propres avant affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Valeur brutes des titres	Dépréciation des titres
IT LINK France SA	99,72%	9 975	1 940	1 515	
IT LINK Benelux Sprl	99,00%	(80)	(97)	18	
NRX SAS	100,00%	1 031	(18)	1 097	
Accélérateur d'Innovation Inc.	100,00%	(317)	(35)	7	
IT LINK Germany Gmbh	100,00%	(282)	(22)	25	(25)
Autres	n.s				
Total		10 327	1 768	2 663	(25)

3.4. Echéance des créances

Echéancier au 31 décembre 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde comptable	< 1 an	> 1 an
Autres immobilisations financières	535		535
Dépôt de garantie	162		162
Total actif immobilisé	697		697
Clients et comptes rattachés	41	41	
Organismes sociaux et fiscaux	6 263	103	6 160
Groupe et associés	2 094	698	1 396
Débiteurs divers			
Total actif circulant	8 398	842	7 556
Comptes de régularisation	215	215	
Total général	9 310	1 057	8 253
Provision pour dépréciation	(345)		(345)

3.5. Situation Fiscale Différée

Impôt payé d'avance

<i>(en milliers d'euros)</i>	2019	2018
Participation des salariés		
Contribution Sociale de Solidarité		
Autres	2	
Total Base	2	
Taux d'impôt	31,00%	33,33%
Allégement de la dette future d'impôt	1	
Déficit reportable	13 196	13 345
Moins-values à long terme		

Impôt non comptabilisé

<i>(en milliers d'euros)</i>	2019	2018
Charges à répartir		
Provisions réglementées		
Autres		
Total Base		
Taux d'impôt	31,00%	33,33%
Accroissement de la dette future d'impôt		

3.6. Trésorerie

Actifs au 31 décembre 2018

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Actions destinées à la distribution aux salariés	1		1
Disponibilités	61		61
Total Trésorerie	62		62

Actifs au 31 décembre 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Actions destinées à la distribution aux salariés	2		2
Disponibilités	416		416
Total Trésorerie	418		418

3.7. Variation des Capitaux Propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital social	Prime d'émission	Réserve légale	Report à nouveau et résultat de l'exercice	Total
Au 1er janvier 2018	882	1 481	88	770	3 221
Résultat net de l'exercice				1 192	1 192
Diminution du capital					
Distribution de dividendes					
Autres mouvements					
Au 31 décembre 2018	882	1 481	88	1 962	4 413
Résultat net de l'exercice				1 005	1 005
Diminution du capital					
Distribution de dividendes					
Autres mouvements					
Au 31 décembre 2019	882	1 481	88	2 967	5 418

Le capital social est composé de 1.736.000 actions, entièrement libérées.

3.8. Avances conditionnées et Dettes Financières

Ventilation au 31 décembre 2018

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédits	1 417	1 303	114	
Dépôts et cautionnements reçus				
Autres dettes financières	8 411	8 411		
Total dettes financières	9 828	9 714	114	

Ventilation au 31 décembre 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès Ets. de crédits	808	808		
Dépôts et cautionnements reçus	23			23
Autres dettes financières	4 530	4 530		
Total dettes financières	5 361	5 338		23

3.9. Engagements hors bilan

<i>(en milliers d'euros)</i>	2019	2018
Autres		
Total engagements donnés		
Facilité de caisses BICS	50	50
Découvert autorisé SG	50	50
Total engagements reçus	100	100

3.10. Etat des provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	Litiges	Indemnités de départ en retraite	Autres	Total
Au 1er janvier 2018		305		305
Dotations	384			384
Reprises de provisions utilisées				
Reprises de provisions sans objets		(196)		(196)
Autres mouvements				
Au 31 décembre 2018	384	109		493
Dotations	15			15
Reprises de provisions utilisées				
Reprises de provisions sans objets	(24)	(109)		(133)
Autres mouvements				
Au 31 décembre 2019	375			375

La société n'a pas contracté d'engagement en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités ou d'allocations en raison de départs à la retraite ou d'avantages similaires à l'égard de son personnel, autres que les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière prévus par la convention collective Syntec.

Ils ont été calculés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les principales hypothèses retenues pour l'établissement de ces calculs sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0,77 % en 2019.
- Mode de départ en retraite : départ volontaire à 60-67 ans pour les non cadres et les cadres.

3.11. Echéance des dettes non financières**Ventilation au 31 décembre 2018**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	1 033	1 033		
Dettes fiscales et sociales	463	463		
Autres dettes				
Total dettes	1 496	1 496		
Produits constatés d'avance				
Total général	1 496	1 496		

Ventilation au 31 décembre 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Solde comptable	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	772	772		
Dettes fiscales et sociales	106	106		
Autres dettes				
Total dettes	878	878		
Produits constatés d'avance				
Total général	878	878		

3.12. Charges à Payer et Produits à Recevoir

Ventilation au 31 décembre 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Charges	Produits
Factures non parvenues/non établies	535	
Avoir à émettre/à recevoir		
Provisions sociales	15	
Organismes sociaux à payer/à recevoir	6	
Etat à payer/à recevoir	6	90
Total	563	90

3.13. Analyse du Chiffre d'Affaires

<i>(en milliers d'euros)</i>	2019	2018
Ventes de marchandises		
Prestations de services	1 368	1 120
Total chiffre d'affaires	1 368	1 120

Le chiffre d'affaires est réalisé quasi-intégralement en France.

3.14. Subventions d'Exploitation, Reprises de Provision et Transferts de Charges

Il n'y a pas eu de subvention ni de transfert de charges sur l'exercice.

3.15. Charges de Personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	2019	2018
Salaires et traitements	227	280
Charges sociales	147	198
Total charge de personnel	374	478
Effectif moyen	4	4
Cadre	4	4
Agents de maîtrise		

3.16. Résultat Financier

<i>(en milliers d'euros)</i>	2019		2018	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Intérêts sur emprunts/prêts	(20)	18	(29)	8
Produits de participations		385		2 079
Dotations, Reprises sur provisions			(96)	
Autres		28	(76)	
Total	(20)	431	(201)	2 087

3.17. Résultat Exceptionnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	2019		2018	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations sur capital				
Cessions d'immobilisations	(90)		(32)	32
Dotations, Reprises sur provisions				
Autres	(9)	67	(23)	
Total	(99)	67	(55)	32

3.18. Impôt sur les Bénéfices

<i>(en milliers d'euros)</i>	2019	2018
Impôt exigible	755	268
Impôt forfaitaire annuel		
Total	755	268

Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées (IT LINK SA, IT LINK France et NRX) comme en l'absence d'intégration fiscale.

La charge est calculée sur leur résultat propre après imputation des déficits antérieurs.

Les économies réalisées par le groupe grâce aux déficits sont conservées chez la société mère et sont considérées comme un gain immédiat de l'exercice. Au titre de l'exercice où les sociétés redeviendront bénéficiaires, la société mère supportera alors une charge d'impôt.

Les économies réalisées par le groupe non liées aux déficits sont également conservées chez la société mère et sont également constatées en produits.

Le résultat fiscal d'ensemble du groupe d'intégration fiscale est positif de 3.240 K€ pour l'année 2019 (-35 K€ pour l'année 2018).

3.19. Droits à la formation

Depuis le 1^{er} janvier 2015, les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée bénéficient d'un dispositif de Compte Personnel de Formation (CPF), à hauteur de 24h heures par an pour un temps plein¹.

¹ Pour un salarié à temps plein, l'alimentation du compte se fait à hauteur de : 24 heures par année de travail jusqu'à l'acquisition d'un crédit de 120 heures, puis 12 heures par année de travail, dans la limite d'un plafond total de 150 heures. Ainsi, lorsqu'il atteint 150 heures, le compte n'est plus alimenté.